



# Enquête administrative sur la secrétaire d'État Nathalie Elimas, accusée de harcèlement dans son cabinet

Paris, 15 janv. 2022 (AFP) -

Une affaire de harcèlement au sein du gouvernement ? Une enquête administrative vise Nathalie Elimas, secrétaire d'État à l'enseignement prioritaire, après des signalements de "dysfonctionnements" au sein de son cabinet.

Cinq sources ont indiqué à l'AFP samedi que Mme Elimas faisait l'objet d'une enquête administrative alors qu'elle est accusée d'avoir harcelé des collaborateurs.

Sollicité, le ministère "confirme qu'il y a bien une enquête administrative" en cours "sur le fonctionnement ressources humaines du cabinet de Mme Elimas".

"Il n'y a pas de date arrêtée, à ce stade, de remise du rapport", a précisé le ministère, même si quatre des cinq sources ont de leur côté indiqué que l'essentiel des auditions étaient faites et que la remise du rapport serait imminente.

Sollicitée samedi par l'AFP, la secrétaire d'État, entrée au gouvernement en juillet 2020 et âgée de 48 ans, n'a pas souhaité commenter, renvoyant vers son entourage.

"Le ministère a demandé à l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (IGESR) de mener une inspection interne au sein du cabinet du secrétariat d'État, afin de faire la lumière sur d'éventuelles difficultés liées aux relations de travail au sein du cabinet", a confirmé le cabinet de la secrétaire d'État.

Cette inspection porte sur le fonctionnement du cabinet en général et ne vise pas spécifiquement la secrétaire d'État, a-t-on insisté.

"Cette inspection a commencé début janvier et les conclusions doivent être rendues dans les semaines à venir", a ajouté cette source.

"Si des dysfonctionnements devaient être mis au jour par ce rapport, il est évident que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour y remédier", a-t-on encore indiqué.

Selon des sources concordantes, tous les membres du cabinet, y compris Mme Elimas, ont été entendus.

- "Descente aux enfers" -

Plusieurs sources ont indiqué à l'AFP que Mme Elimas se voyait reprocher des faits de "harcèlement" voire de "maltraitance" sur des collaborateurs. Toutes ont préféré garder l'anonymat.

Une demi-douzaine de personnes en seraient victimes, selon deux personnes ayant travaillé depuis juillet 2020 au sein du cabinet de cette spécialiste des ressources humaines.

L'une de ces deux sources évoque "de nombreux arrêts maladie" et "départs de collaborateurs".

Une autre personne ayant travaillé au sein du cabinet évoque un problème de harcèlement "généralisé".

Une troisième personne évoque sa "descente aux enfers", insistant sur les nombreuses "crises de colère" de celle qui était députée du Val-d'Oise jusqu'à son arrivée au gouvernement, visant ses collaborateurs, notamment lors de réunions.

Au moins trois sources ont aussi souligné qu'un autre des dysfonctionnements sur lequel l'enquête administrative se pencherait serait l'emploi au sein du cabinet d'un très proche de Mme Elimas, décrit par l'une de ces sources comme "intouchable".

Le cabinet n'a pas souhaité commenter ce sujet.

Nathalie Elimas avait été élue en 2017 députée MoDem du Val d'Oise.

Au début du quinquennat, plusieurs membres MoDem du gouvernement, parmi lesquels Sylvie Goulard (Armées), Marielle de Sarnez (Affaires européennes) et François Bayrou (Justice) ont dû quitter le gouvernement à la suite de l'ouverture d'une enquête sur des soupçons d'emplois fictifs d'assistants d'eurodéputés.

Mme Elimas a justement fait de la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire une des priorités de son action depuis son entrée au gouvernement.

Elle a effectué à ce sujet des déplacements, par exemple en Finlande.

En octobre, un audit commandé par Matignon et que l'AFP s'est procuré avait conclu sur l'absence de



PAYS :France  
SURFACE :94 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 15 janvier 2022 - Edition Fil Gen

dysfonctionnement majeur au service d'information du gouvernement (SIG), dont le management avait été mis en cause dans un article du Monde.

L'audit n'avait pas relevé de "harcèlement", mais des "comportements d'emportement" occasionnels.

Fin décembre, une mission sur le harcèlement au sein des services du Premier ministre a été mise en place.

dca-gd-pr-jmt/cb/dlm

Afp le 15 janv. 22 à 19 51.

